

DÉCISION MUNICIPALE N°2024_134

OBJET : SERVICE CULTUREL / CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE SALLE DE REUNION « SOUS-SOL PMI », A INTERVENIR AVEC LA S.A.S « GESTION ADMINISTRATIVE TECHNIQUE FINANCIERE DE L'IMMOBILIER ET LA CONSTRUCTION » (G.A.T.F.I.C), EN DATE DU 3 OCTOBRE 2024

Le Maire de la Commune de Pierrelaye,

AGISSANT en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°8/2020 en date du 26 mai 2020 relative aux délégations de pouvoirs données au Maire par le Conseil Municipal conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

VU la décision municipale n°2024_73 en date du 15 mai 2024 actant la mise à disposition d'une salle de réunion "sous-sol PMI", à intervenir avec la SAS "Gestion Administratif Technique Financière de l'Immobilier et la Construction" (GATFIC), en date du 19 juin 2024,

VU la décision municipale n°2024_99 en date du 5 juin 2024 actant la mise à disposition d'une salle de réunion "sous-sol PMI", à intervenir avec la SAS "Gestion Administratif Technique Financière de l'Immobilier et la Construction" (GATFIC), en date du 26 juin 2024,

CONSIDERANT la demande de la société « G.A.T.F.I.C. » de modifier pour la seconde fois la date de mise à disposition de la salle ;

DECIDE

Article 1^{er} :

Abroger la décision n°2024_99 en date du 5 juin 2024.

Article 2 :

Signer une convention de mise à disposition de locaux à titre onéreux avec la S.A.S « G.A.T.F.I.C. », sise 2 rue Marie Sklodowska-Curie - 95150 TAVERNY, représentée par Madame Cécile LE BOUTEILLER, en sa qualité d'assistante de copropriété pour le Syndicat de copropriété de la résidence des demeures du Bourg, 1/8 impasse des Pinsons, 1/7 impasse des Fauvettes, à Pierrelaye.

Article 3 :

Mettre à disposition la salle de réunion « Sous-sol PMI » domiciliée au 42, bis rue Victor Hugo, à Pierrelaye, le jeudi 3 octobre 2024 de 18h00 à 21h00, pour un montant de 200 euros.

Article 4 :

Adresser la présente décision à Monsieur le Préfet du Val d'Oise pour accomplissement du contrôle de la légalité et **l'inscrire** au Registre des décisions.

Transmis en Préfecture le : 12/07/2024
Publié(e) le : 12/07/2024
Exécutoire le : 12/07/2024

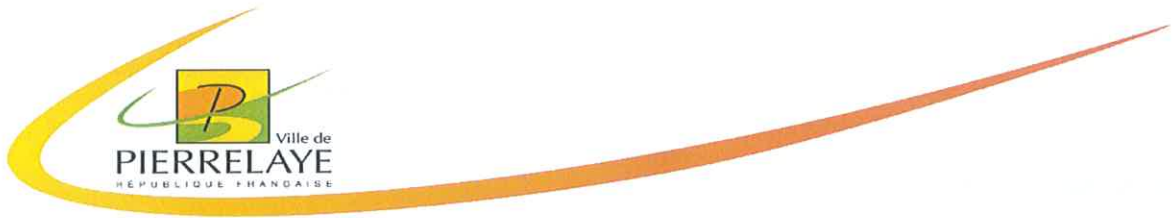
Fait à PIERRELAYE, le 11/07/2024

Le Maire,



Michel VALLADE





CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX A TITRE ONEREUX

Convention entre :

D'une part,

La Commune de Pierrelaye, représentée par son Maire Michel VALLADE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°08/2020 en date du 26 mai 2020 publiée et déposée en sous-préfecture d'Argenteuil relative aux délégations de pouvoirs au Maire par le Conseil Municipal conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, dont le siège est Hôtel de ville, 42 bis rue Victor Hugo 95480 PIERRELAYE,

Ci-après désignée par « **La Commune** »,

Et

D'autre part :

La S.A.S « G.A.T.F.I.C. », représentée par Madame Cécile LE BOUTEILLER, agissant en sa qualité d'assistante de copropriété, dont le siège social est situé 2 rue Marie Sklodowska - Curie, 95150 TAVERNY,

Ci-après désignée par « **La Société** »,

Préambule :

Dans le cadre de sa politique de soutien aux acteurs de la vie locale, la Commune de Pierrelaye, propose la mise à disposition de locaux dont elle est propriétaire à titre onéreux. Pour faire suite à la demande émise par Madame Cécile LE BOUTEILLER, assistante de copropriété de la société G.A.T.F.I.C. pour le Syndicat de copropriété des demeures du Bourg, au 1/8 impasse des Pinsons et 1/7 impasse des Fauvettes à PIERRELAYE.

Il est arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La Commune met à disposition de la Société afin de réaliser l'assemblée générale du syndicat de copropriété des demeures du Bourg, au 1/8 impasse des Pinsons et 1/7 impasse des Fauvettes, à Pierrelaye, la salle meublée (chaises et tables) « Sous-sol PMI », au 42 bis, rue Victor Hugo.

Par conséquent au regard des activités réalisées au sein du bâtiment (service public), la présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la Commune, et revêt un caractère précaire et révocable.

Article 2 : Engagements respectifs

La Commune mettra à disposition de la société, la salle de réunion en état de fonctionnement. La Société prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, celle-ci déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités.

La Société s'engage à utiliser les installations mises à sa disposition conformément à leur destination, dans le respect des lois, règlements et consignes de sécurité.

Le Syndicat de copropriété s'engage à respecter le protocole sanitaire en vigueur à la date de la réunion.

La Société s'engage à restituer les locaux dans un état semblable à celui constaté lors de la mise à disposition.

Article 3 : Durée

La présente convention est conclue pour la période du 3 octobre 2024 de 18h00 à 21h00.

Article 4 : Tarification

La présente convention est accordée, moyennement le règlement de la somme de 200 euros, possible par chèque ou virement bancaire.

La mise à disposition ne pourra être effective qu'une fois le règlement effectif.

Article 6 : Assurance

La Société sera responsable de tout dommage pouvant survenir durant la mise à disposition, tant aux personnes qu'aux biens de la Commune ou de la Société ; et ceci indifféremment si ce dommage est causé par elle-même, ses employés, des mandataires ou par des personnes ayant assistées ou pris part à la réunion.

La Société s'assurera contre tout risque résultant de son activité dans le cadre de la mise à disposition, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

La Société devra fournir à la Commune avant la mise à disposition le justificatif de son assurance.

Article 7 : Dénonciation de la convention

Les parties pourront notamment dénoncer la présente pour des raisons de trouble à l'ordre public, en cas de force majeure, ou de l'évolution de la réglementation sanitaire. L'un des contractants informera l'autre par lettre recommandée. En cas de rupture du contrat, aucune indemnité ne sera due par aucune des parties liées par la présente.

Article 8 : Litige sur les dispositions de la convention

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de l'Hautil, BP 30322, 95027 CERGY-PONTOISE, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

Article 9 : Election de domicile des parties à la convention

Pour l'exécution de la présente, les parties font élection de domicile :

- La Commune de Pierrelaye, Hôtel de ville, 42 bis rue Victor Hugo, 95480 PIERRELAYE
- La S.A.S « G.A.T.F.I.C. », 2 rue Marie Sklodowska - Curie, 95150 TAVERNY

Fait en 2 exemplaires originaux

A Pierrelaye, le 11/07/2024

Pour la Commune de Pierrelaye,
Le Maire de Pierrelaye,



Michel VALLADE



A Taverny, le

Pour la S.A.S « G.A.T.F.I.C. »,
L'assistante de copropriété,

Cécile LE BOUTEILLER